



Délégation suisse
près l'OCDE

Swiss_  OECD_Info

[> Contact](#)

[> Se désabonner](#)

[> A propos](#)

[> OCDE](#)

No. 37 / mai 2009

Table des matières

1.	L'Espagne, un pays sportif : « <i>Society at a Glance 2009</i> »	2
2.	La Suisse orientale, une région innovatrice : « <i>Regions at a Glance 2009</i> »	3
3.	La Suède, un pays solidaire : « <i>Development Aid at its Highest Level Ever in 2008</i> »	4
4.	L'Afrique, un continent résistant à la crise : « <i>African Economic Outlook</i> »	5
5.	La Chine, un pays en pleine ascension : « <i>Globalization and Emerging Economies</i> »	6
6.	Les pays émergents, des économies libérales : « <i>Agricultural Policies in Emerging Economies</i> »	7
7.	La Belgique, un pays redistributeur de richesse : « <i>OECD Factbook</i> »	8
8.	Un monde ouvert : « <i>International Trade : Free, Fair and Open ?</i> »	9
9.	La renaissance de l'énergie nucléaire : « <i>Nuclear Power for the 21st Century</i> »	10
10.	Autres publications	11
11.	Calendrier	11

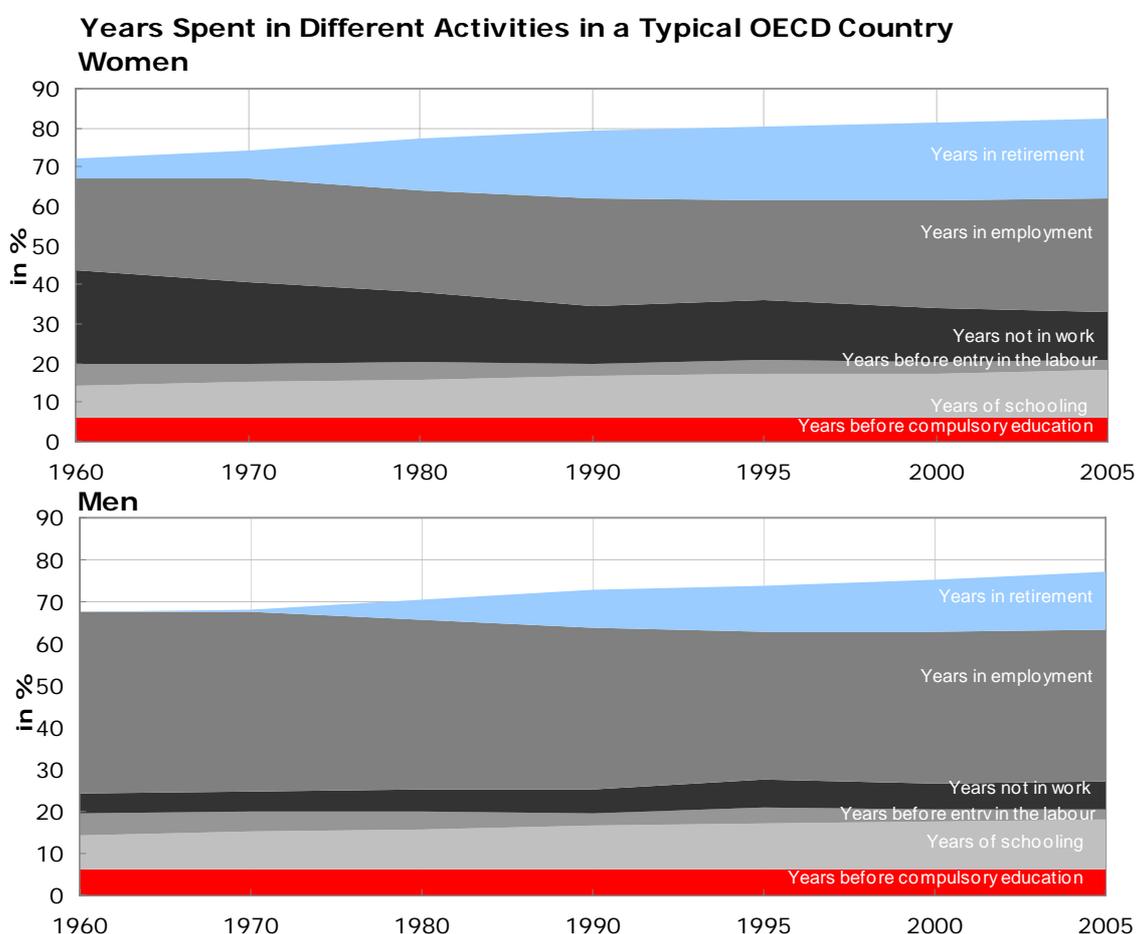
1. L'Espagne, un pays sportif : « Society at a Glance 2009 »

La publication de l'OCDE « *Le panorama des sociétés 2009* » analyse le bien-être social, ses tendances et les développements politiques dans les pays membres à l'aide d'indicateurs sociaux tels que le taux de divorce, les dépenses de santé, la satisfaction à l'égard du travail, etc. Quelques chiffres clés pour la Suisse : l'espérance de vie est de 84.2 années pour les femmes (4^{ème} rang) et de 79.2 années pour les hommes (2^{ème} rang). Les Suisses dépensent une grande partie de leurs revenus pour la santé, et 86% perçoivent leur état de santé comme étant bon. Enfin, concernant la satisfaction moyenne à l'égard de l'existence, la Suisse se classe au 5^{ème} rang.

Cette édition se penche particulièrement sur le thème des loisirs, analyse à laquelle la Suisse n'a pas participé par manque de données. Pour les 18 pays observés, l'examen porte sur la répartition du temps chez les adultes, la partie consacrée aux loisirs et la nature des activités de loisirs. Depuis 30 ans,

la tendance générale est à la baisse du temps octroyé au travail rémunéré, ce qui ne signifie pas automatiquement que les personnes disposent de plus de temps de loisir. En effet, les occupations personnelles (comme se nourrir, dormir) ainsi que le travail non rémunéré prennent aussi du temps. On observe de grandes différences entre les pays : les Norvégiens consacrent 25% de leur temps aux loisirs, les Mexicains seulement 16%. Les hommes disposent de plus de temps de loisir que les femmes, en Italie en moyenne de 80 minutes de plus par jour tandis qu'en Norvège la différence se limite à quelques minutes de plus. En ce qui concerne les activités de loisirs, des aspects culturels entrent à nouveau en jeu. Au Japon, 55% du temps de loisir se passe devant la télévision, en Turquie 35% à s'amuser avec des amis. En général peu de temps est consacré aux activités sportives. Les Espagnols en font le plus, mais seulement pendant 12% de leur temps libre.

[> Table des matières](#)



**2. La Suisse orientale, une région innovatrice :
« Regions at a Glance 2009 »**

En raison de l'exode rural des jeunes générations au profit des villes, les régions urbaines des pays de l'OCDE ont une moyenne d'âge inférieure aux régions rurales, avec des implications sur les revenus, la croissance et l'innovation. D'où les différences souvent très marquées entre les régions qui se reflètent dans les statistiques régionales, offrant une analyse sociale et économique plus détaillée que les comparaisons au niveau national. « [Le panorama des régions](#) », publié pour la troisième fois en 2009, présente un large éventail de données régionales sur divers domaines, permettant des comparaisons intéressantes entre différentes régions des pays membres.

On observe par exemple des similitudes transfrontalières concernant le marché du travail dans la région alpine, malgré des politiques de l'emploi différentes entre les pays. Une comparaison démographique régionale dévoile d'une part le vieillissement de la société méditerranéenne et japonaise en particulier, d'autre part le phénomène des "villes jeunes". En 2005, près de la moitié de la population de l'OCDE vivait en milieu urbain,

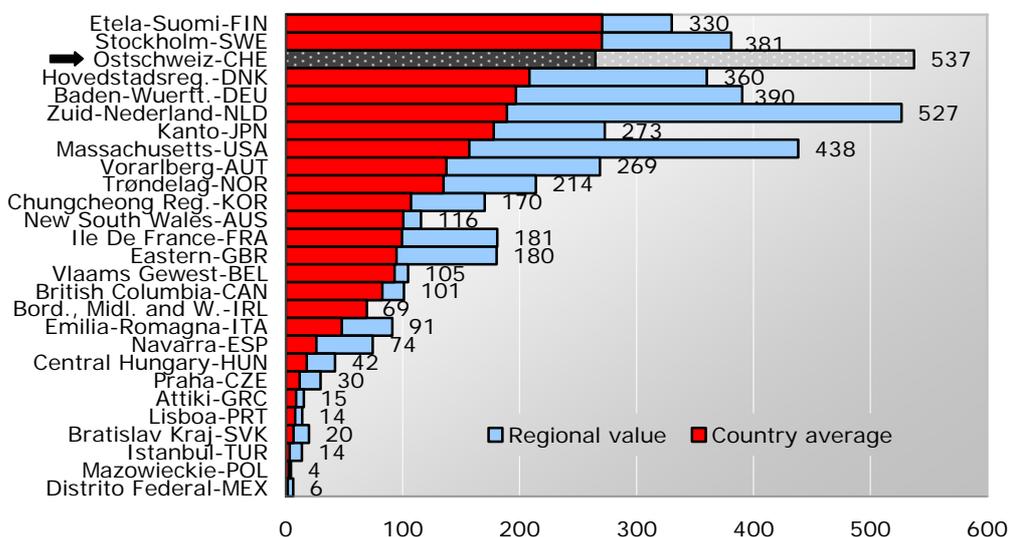
sur une surface correspondant à 6% de la surface totale de l'OCDE. Dans 10% des régions de l'OCDE se concentrent 40% de la population, tendance à la hausse, et sont produits 38% du PIB total. Le rapport montre aussi clairement la ligne nord-sud des centres urbains d'Europe correspondant à la concentration géographique du potentiel économique par tête.

L'innovation comme instrument pour l'amélioration de la compétitivité des régions constitue le thème spécial de cette édition. A ce titre, la région de l'OCDE la plus innovatrice en terme de nombre de brevets déposés par million d'habitants est la Suisse orientale (graphique), contribuant ainsi à l'essor économique du pays.

A l'occasion de la [Conférence ministérielle du 30 mars](#) dernier à Paris, les pays membres ont approfondi ces sujets. Pour les décideurs politiques, ces constats posent le problème de la péréquation économique entre différentes régions et son financement, mais aussi la question des investissements à long terme dans l'innovation et le capital humain, qui se concentre surtout en milieu urbain.

[>Table des matières](#)

Top Region Patent Applications per Mio. Population Compared to Country Average



3. La Suède, un pays solidaire : « Development Aid at its Highest Level Ever in 2008 »

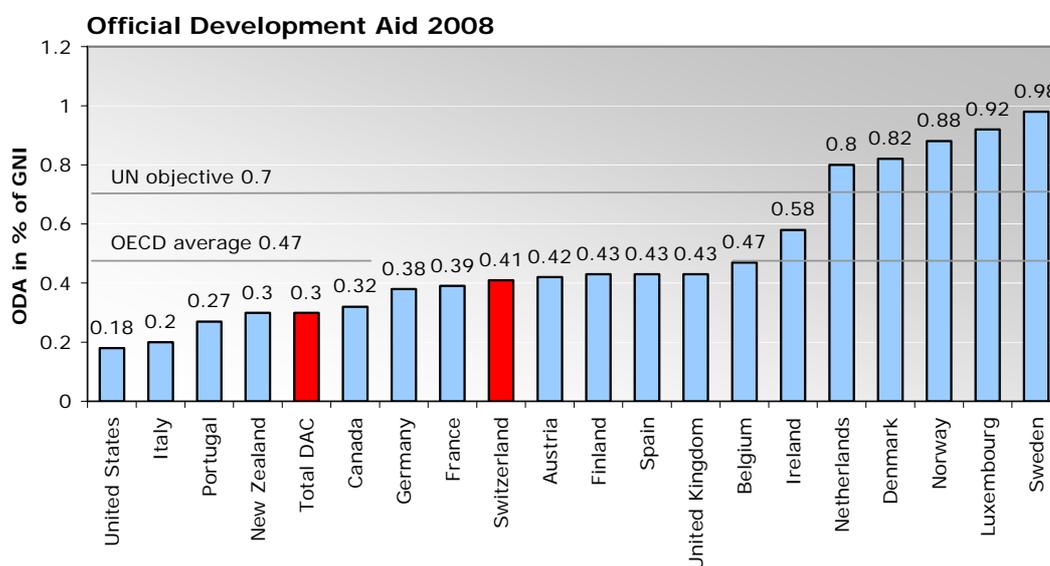
En 2008, l'aide publique au développement (APD) de l'ensemble des membres du CAD de l'OCDE a augmenté de 10% et atteint le chiffre record de 119.6 mds USD selon les [derniers chiffres](#) publiés par le CAD. Malgré cet accroissement, la communauté internationale devra faire des efforts importants pour atteindre les engagements du [Millénaire +5](#) et de [Gleneagles](#). Or, l'année 2009, marquée par la crise économique et financière, s'annonce difficile.

En 2008, les principaux donneurs d'APD en volume ont été les Etats-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et le Japon. Malgré une hausse pour certains des montants par rapport à 2007, l'APD de ces pays reste encore bien en deçà de l'objectif de 0.7% du RNB préconisé par l'ONU. Actuellement seuls le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède atteignent cet objectif. L'APD suisse (+6.5%, hausse surtout des dépenses pour les réfugiés) atteint 0.41% du RNB. La Suisse se classe ainsi au 12^{ème} rang des membres du CAD ([graphique](#)). Il faut néanmoins prendre en compte le fait que l'augmentation en pourcentage du RNB est due en grande partie à la faible croissance du RNB en raison de la crise.

Selon les estimations du CAD, les dépenses des membres pour l'APD augmenteront de 11% entre 2008 et 2010. Malgré cela, au niveau global, environ 14 mds USD supplémentaires seraient nécessaires d'ici 2010 pour tenir les engagements pris ainsi que 20 mds USD supplémentaires pour atteindre l'objectif du Sommet de Gleneagles.

Dès aujourd'hui, les pays en développement ont besoin de financements accrus pour faire face à la crise. Or, la communauté internationale n'a donné que des indications très générales sur la mise à disposition des ressources nécessaires (sommet du G20 d'avril). Certains pays bailleurs en situation budgétaire délicate s'interrogent sur leur capacité à tenir leurs engagements. D'autres, comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne, étudient les possibilités d'anticiper en 2009 une partie des dépenses d'APD prévues pour les années suivantes. Ainsi des fonds pourraient être mis à disposition à court terme pour faire face aux effets de la crise, avec néanmoins un risque d'impact défavorable sur les budgets APD à venir. La Suisse a réitéré sa détermination à respecter les engagements pris et annoncé sa participation, à hauteur de 10 mds USD, à l'accroissement des ressources du FMI.

[> Table des matières](#)



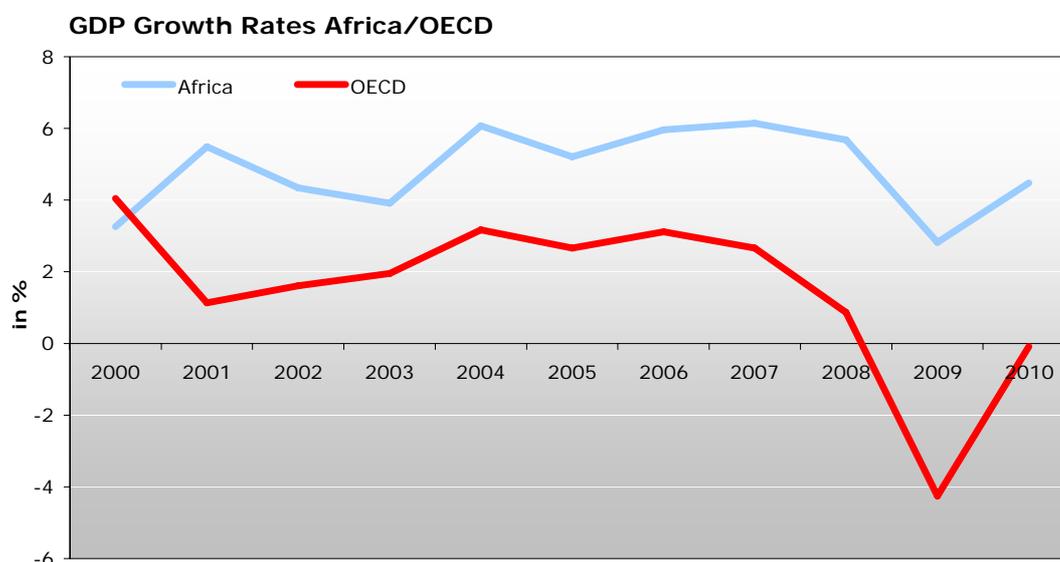
4. L'Afrique, un continent résistant à la crise : « African Economic Outlook »

« L'African Economic Outlook » (AEO), publié par le [Centre de Développement](#) de l'OCDE en collaboration avec la [Banque Africaine de Développement](#), prend le pouls de l'économie africaine dans le contexte de la crise économique et financière. Le continent africain a enregistré une croissance économique de 5.7% en 2008 (contre 0.9% pour la zone OCDE), avec un ralentissement sur la fin de l'année. Même si l'Afrique n'est pas à l'abri de la crise globale et se ressentira de la contraction du commerce mondial ainsi que d'une baisse des investissements directs étrangers et des envois de fonds par les travailleurs émigrés, son PIB devrait encore croître de 2.8% en 2009 (contre -4.3% pour la zone OCDE, graphique). Ceci reflète la moindre vulnérabilité de l'Afrique aux chocs exogènes depuis quelques années, grâce notamment à l'amélioration des termes d'échange, une bonne gestion macroéconomique, et une stabilité politique relative. Par ailleurs, l'Afrique est moins intégrée à l'économie mondiale et moins dépendante des marchés OCDE traditionnels, ce qui s'est révélé un avantage. Elle a au contraire intensifié ses relations avec des économies émergentes dynamiques comme la Chine.

Ces perspectives d'ensemble relativement favorables cachent des situations contrastées selon les pays : les pays exportateurs de pétrole et de matières premières (Angola, Nigeria) et les économies les plus " globalisées " (Afrique du Sud, Egypte) sont les plus affectés par le ralentissement économique mondial. Mais si la crise devait se prolonger, même les économies relativement diversifiées et aux fondamentaux solides (Tunisie, Ouganda, Kenya) pourraient se voir plus sévèrement affectées. Dans ce contexte, il est essentiel que les pays de l'OCDE respectent leurs engagements d'accroître l'aide publique au développement et continuent à améliorer l'efficacité de l'aide.

Les thèmes spéciaux de cette édition, l'innovation et les technologies de l'information, permettent de présenter le continent africain sous un jour nouveau. Aujourd'hui, quatre Africains sur dix sont équipés d'un téléphone mobile – ce qui leur permet d'accéder aux services de santé, d'éducation et financiers. Ce marché en pleine expansion stimule l'innovation et l'entrepreneuriat et contribue à créer les conditions d'une croissance moins vulnérable aux chocs externes et basée sur l'investissement et la consommation domestiques.

[>Table des matières](#)



5. La Chine, un pays en pleine ascension : « Globalization and Emerging Economies »

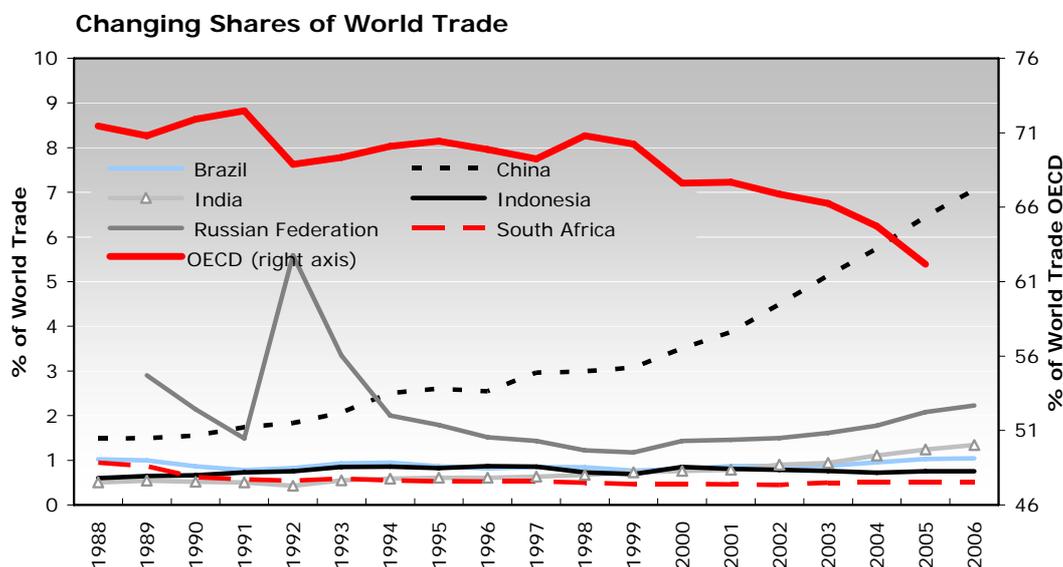
Quatre milliards de personnes dans les principaux pays émergents atteignent aujourd'hui le revenu par tête " moyen " de l'OCDE, quatre fois plus qu'il y a 30 ans. La publication de l'OCDE « *Globalization and Emerging Economies* » retrace l'intégration des pays BRIICS (Brésil, Russie, Inde, Indonésie, Chine, Afrique du Sud) dans l'économie mondiale, l'un des succès les plus marqués de la mondialisation des dernières décennies. L'exemple de ces six pays, mais surtout de la Chine et de l'Inde, démontre comment une libéralisation et une dérégulation cohérentes peuvent conduire à des gains en prospérité rapides et durables. Ce succès se reflète dans l'intégration au commerce mondial (graphique) : la part du commerce mondial de la Chine atteint 8% en 2008 (quadruplée en 20 ans), celle de l'Inde 1.5% (doublée en 20 ans). Durant la même période, la part des pays OCDE s'est réduite de 10% pour s'établir à 62% aujourd'hui.

En général, ce succès est imputé aux réformes de politique commerciale de " première génération ", comprenant surtout des réductions de droits de douane. La plupart de ces mesures a été prise unilatéralement et non dans le cadre du GATT/OMC. Après cette première vague de réformes, le processus

s'est enlisé. Les réformes de la " seconde génération " qui regroupent des régulations commerciales touchant aux standards techniques, aux règles de concurrence et à la propriété intellectuelle sont plus difficiles à mettre en œuvre sur le plan de la politique intérieure. S'y ajoutent de nombreux obstacles internes qui limitent le commerce et la mobilité, comme en Chine et en Inde. En Indonésie, une forme de protectionnisme rampant se manifeste à travers de nombreuses restrictions non tarifaires. Le gouvernement russe a annulé plusieurs réformes et les oppositions politiques face à de nouvelles réformes se multiplient en Afrique du Sud.

La crise financière et économique a également de graves conséquences dans les pays BRIICS. La demande OCDE de leurs exportations a chuté et les conditions de crédit se sont détériorées. Dans ces pays aussi, le débat politique remet en question les bienfaits de l'ouverture des marchés et l'identifie plutôt comme l'une des raisons de la crise actuelle. L'Histoire a néanmoins montré de toute évidence qu'un retour à une politique protectionniste ne constitue pas une option valable.

[>Table des matières](#)



6. Les pays émergents, des économies libérales : « *Agricultural Policies in Emerging Economies* »

Le soutien apporté aux producteurs agricoles dans les économies émergentes est relativement faible comparé à celui de nombreux pays de l'OCDE. C'est ce que révèle le rapport 2009 de l'OCDE sur « *Les politiques agricoles des économies émergentes* » qui analyse le Brésil, le Chili, la Chine, l'Inde, la Russie, l'Afrique du Sud et l'Ukraine.

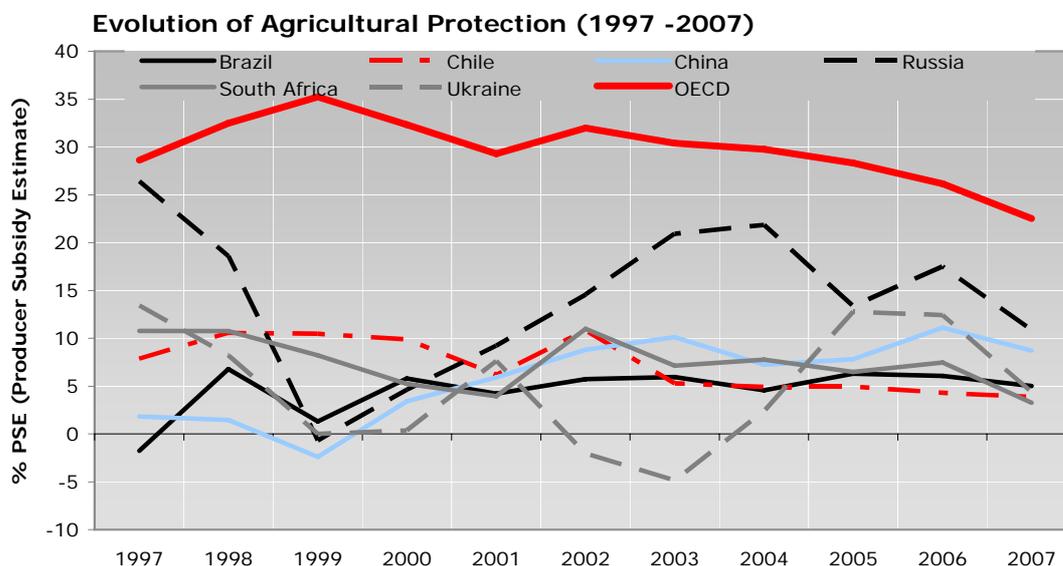
Le principal indicateur employé pour mesurer le niveau des aides aux producteurs agricoles est l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) en pourcentage des recettes agricoles brutes. Dans les économies émergentes étudiées (sauf l'Inde qui n'a pas participé), l'ESP a été inférieur à la moyenne de l'OCDE pendant toute la décennie écoulée (graphique). En 2005-07, la valeur des transferts publics versés aux producteurs a représenté 4% des recettes agricoles brutes au Chili, 6% au Brésil et en Afrique du Sud, environ 9% en Chine et en Ukraine, et 14% en Russie. Dans la même période, elle s'est établie à 26% en moyenne dans la zone OCDE et à 60% pour la Suisse, pays à forte tradition de protectionnisme agricole.

Le rapport se penche également sur la réaction des pouvoirs publics de ces économies émergentes face à la hausse des prix des denrées alimentaires observée durant la première moitié de l'année 2008. La mesure

appliquée le plus fréquemment (comme dans le reste du monde) a consisté à réduire ou à suspendre les droits sur les importations de produits alimentaires. Les produits, les quantités, la durée et l'ampleur des mesures étaient différents d'une économie à l'autre. Le Brésil a par exemple autorisé l'importation en franchise de droits de deux millions de tonnes de blé. La deuxième mesure la plus courante a consisté à faire obstacle aux exportations au moyen de restrictions ou de taxes. Les dispositions imposées en Argentine, en Inde, en Russie et en Ukraine ont joué un rôle particulièrement important compte tenu des volumes concernés. Contrairement à l'objectif premier, ces dispositions ont eu des effets d'incitation négative sur la production propre de ces pays, contribuant à un surenchérissement supplémentaire.

La récession économique mondiale actuelle est abordée quant à ses effets potentiels sur l'agriculture : effets directs (diminution de la disponibilité du crédit, augmentation du coût des emprunts, contraction de l'investissement direct étranger) et effets indirects (pression sur les prix et les budgets publics, montée du protectionnisme et plus forte orientation de la production agricole vers l'autosuffisance).

[> Table des matières](#)



7. La Belgique, un pays redistributeur de richesse : « OECD Factbook »

L'édition 2009 du « [Panorama des statistiques de l'OCDE](#) » livre comme chaque année une analyse statistique approfondie de nombreux domaines politiques. Pour les pays membres de l'OCDE mais aussi ponctuellement pour les cinq candidats actuels à l'adhésion (Chili, Estonie, Israël, Russie et Slovénie) et d'importantes économies émergentes, cet ouvrage expose les principaux indicateurs des politiques concernées. Il s'agit de l'économie, l'énergie, l'environnement, le marché du travail, l'éducation et d'autres domaines. Toutes les données sont accessibles sur internet. [L'analyseur de tendances](#) également sur internet permet de combiner des facteurs et de révéler leurs corrélations (p.ex. la relation entre le taux de fertilité, la population et le PIB par tête).

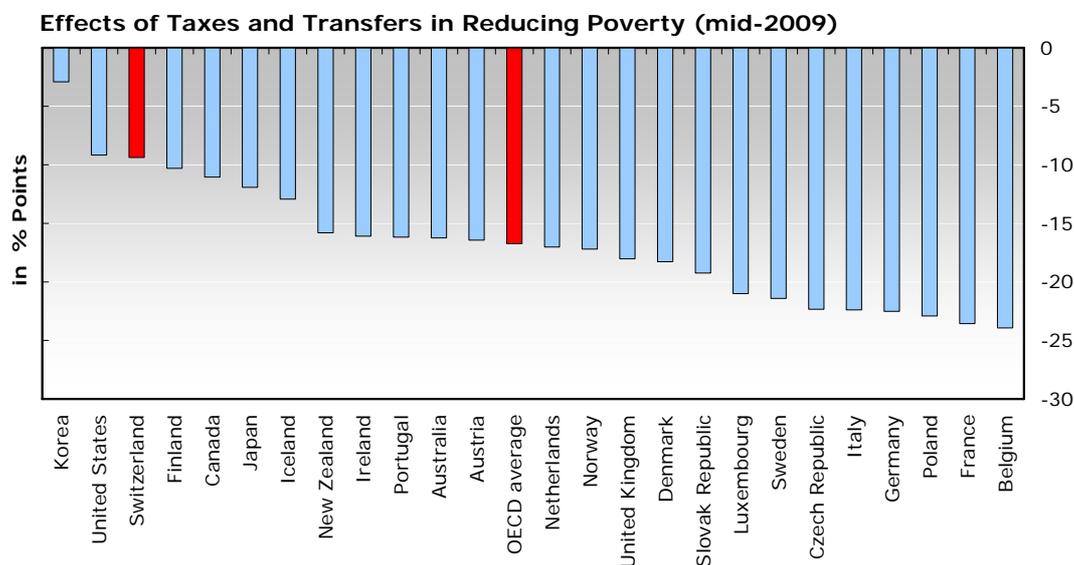
Le thème spécial de la présente édition est dédié aux inégalités, tant au niveau des revenus et de la fortune, qu'au niveau de l'éducation, de l'accès aux soins médicaux et entre les régions d'un même pays. En résumé, l'importance des inégalités varie en fonction des pays, mais la tendance est à l'augmentation presque partout.

Les inégalités de revenus et le taux de pauvreté sont légèrement moins élevés en Suisse que dans la moyenne OCDE. Près de 8.7% de

la population suisse vivent sous le seuil de pauvreté, avec des revenus nettement inférieurs au seuil (" fossé de pauvreté " très profond). Ceci est principalement dû aux effets de redistribution moins prononcés du système fiscal et de contributions à la sécurité sociale en Suisse que dans la plupart des pays OCDE. En Suède, en Belgique et au Danemark, 15% des inégalités de revenus sont ainsi compensées, comparé à 5% en Suisse. Les systèmes sociaux réduisent aussi la pauvreté, là encore avec un impact variable selon les pays : en France et en Belgique la pauvreté est ainsi réduite de 25%, en Suisse il ne s'agit que de 10% (graphique). Par conséquent, les individus sont plus fortement incités à entreprendre des efforts pour améliorer leur situation.

La Suisse est confrontée à des inégalités économiques et sociales entre les régions relativement faibles (cf. l'article sur le *panorama des régions* dans ce numéro) à l'inverse des grands pays où les différences régionales sont plus marquées. Dans le domaine de l'éducation, on observe une corrélation relativement forte entre l'origine (étrangère/autochtone) et la qualité des diplômes obtenus.

[> Table des matières](#)



8. Un monde ouvert : « International Trade : Free, Fair and Open ? »

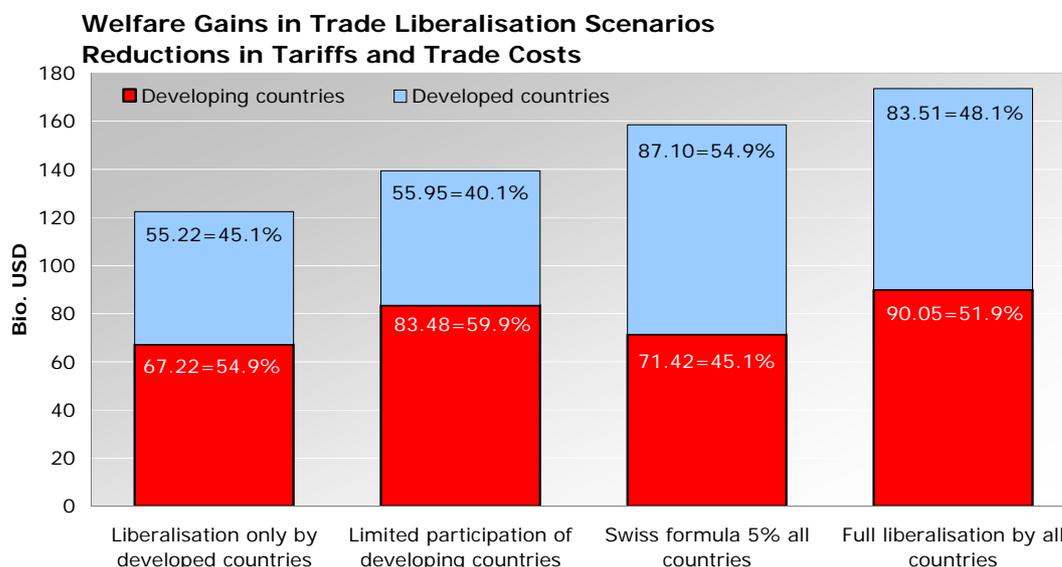
Est-ce que la population sait qu'à une augmentation de 10% des échanges correspond une hausse de 4% de son revenu ? Sait-elle aussi que pour importer une marchandise, le nombre de signatures nécessaires à un commerçant varie de 3 à 30 en fonction du pays ? Sait-elle encore qu'en moyenne, 95% des aliments qu'elle consomme proviennent du pays où elle vit ? Ces informations pertinentes et proches du quotidien sont publiées par l'OCDE dans « [Les échanges internationaux : libres, équitables et ouverts ?](#) ». Cet ouvrage montre de manière concrète et dans un vocabulaire simple comment fonctionne le commerce mondial et quel est son impact sur les acteurs économiques tels que les consommateurs, les commerçants et les producteurs.

Dans le contexte de crise actuel, un des rôles de l'OCDE dans le domaine des échanges consiste à montrer la nécessité de garder les marchés ouverts et d'éviter tout recours à des mesures de protectionnisme, tout en répondant aux fausses idées sur les effets du libre-échange. L'ouvrage illustre clairement comment durant ces dernières décennies les échanges commerciaux se sont intensifiés grâce à l'ouverture des marchés, ce qui a permis l'augmentation de la croissance au

niveau mondial. L'OCDE estime en outre que la suppression totale des droits de douanes et la réduction des coûts du commerce de 1% engendreraient des gains au niveau mondial à hauteur de 170 mds USD par année (graphique). Ce chiffre correspond à une augmentation de 1.37% du PIB annuel des pays en développement et de 0.37% du PIB des pays développés.

Les effets du commerce international notamment sur le travail, l'environnement et le développement, sont l'occasion pour les auteurs de rappeler qu'aucun pays n'a pu prospérer en se repliant sur lui-même. Ce constat est corroboré par l'exemple de la Chine, pays développé avant de se fermer puis de "ré-émerger", et la comparaison des deux Corées, l'une ouverte, l'autre fermée. Que l'on soit pour ou contre le libre-échange, conclut l'ouvrage, il faut garder en tête que le commerce n'est pas le seul facteur qui détermine la prospérité d'un pays. D'autres domaines (infrastructure, énergie, éducation, santé, système financier, géographie, culture) sont aussi importants. Ainsi, une politique commerciale ouverte est une condition nécessaire, mais pas suffisante à un développement durable.

[> Table des matières](#)



9. La renaissance de l'énergie nucléaire : « Nuclear Power for the 21st Century »

D'après le rapport [« Perspectives de l'énergie nucléaire »](#) publié par l'Agence de l'énergie nucléaire (AEN) fin 2008, la puissance nucléaire en place à ce jour devrait augmenter de 55% à 375% d'ici 2050. Pour assurer cette croissance, il faudra construire un nombre croissant de réacteurs d'ici 2030, puis, à partir de cette date et jusqu'en 2050, en bâtir de nouveaux au rythme de 23 à 54 réacteurs par an. Partant de l'expérience des années 1970 à 1980, l'AEN estime que ces scénarios sont réalistes.

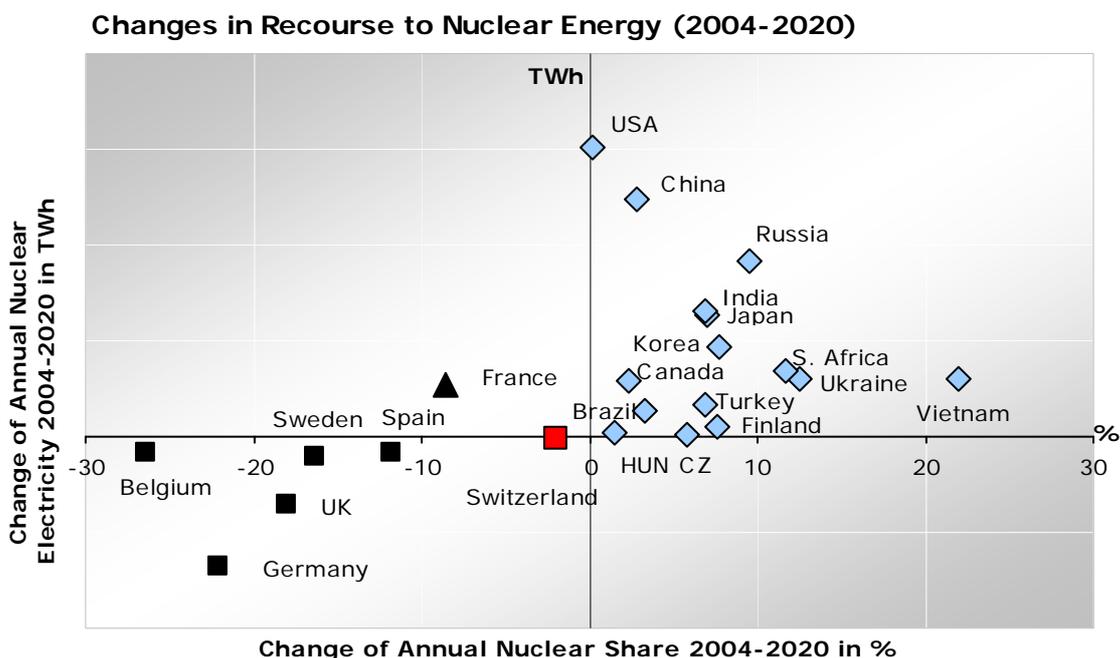
S'il est vrai que les ressources en uranium nécessaires à la croissance esquissée par l'AEN sont disponibles, l'opinion publique dans de nombreux pays devra encore être convaincue de l'efficacité des mécanismes garantissant la sûreté des installations, sans parler d'une solution politiquement acceptable et viable pour la gestion des déchets radioactifs – existants et futurs.

Les coûts et l'impact sur l'environnement jouent un rôle de plus en plus important dans la planification énergétique des Etats. Compte tenu du nombre croissant de pays s'intéressant spécifiquement à l'énergie nucléaire, certains parlent même d'une renaissance nucléaire (graphique). Dans le contexte de la problématique du changement climati-

que avec simultanément une demande énergétique en forte croissance, l'empreinte carbone neutre de l'énergie nucléaire présente un argument non négligeable en faveur de cette option.

Ainsi, dix nouveaux réacteurs sont en construction à travers le monde. Entre 2004 et 2020, la part du nucléaire dans les différentes sources d'énergie mais aussi la consommation absolue d'énergie nucléaire augmenteront dans la plupart des pays. En Suisse, les deux valeurs resteront à peu près stables durant cette période.

La seconde [Conférence](#) ministérielle internationale sur l'énergie nucléaire au 21ème siècle, organisée par l'*International Atomic Energy Agency* (IAEA), l'AEN et la Chine s'est tenue du 20 au 22 avril 2009 à Beijing. Les participants se sont penchés sur toutes ces questions, et ils ont mis en exergue deux points positifs : l'énergie nucléaire est efficace, propre et plus respectueuse de l'environnement que d'autres types d'énergie. En même temps, tous les pays doivent faire de la sécurisation de l'énergie nucléaire une priorité et assurer un contrôle efficace des exportations de technologie nucléaire afin d'éviter toute prolifération.



10. Autres publications

- ❖ [« Is Informal Normal? »](#)
Paris, 31 mars 2009
- ❖ [« The Bioeconomy to 2030 »](#)
Paris, 21 avril 2009
- ❖ [« Innovation in Firms – A microeconomic perspective »](#)
Paris, 7 mai 2009
- ❖ [« Taxing Wages »](#)
Paris, 12 mai 2009
- ❖ [« International Migration – The human side of globalisation »](#)
Paris, 22 juin 2009
- ❖ [« Ensuring environmental compliance – Trends and good practices »](#)
Paris, 23 juin 2009

[>Table des matières](#)

11. Calendrier

- ❖ *ICTs, the Environment and Climate Change*
Direction de la science, de la technologie et de l'industrie
Helsingor, 27-28 mai 2009
- ❖ *OECD's Role in Shaping International Tax Policy*
Centre de politique et d'administration fiscale
Washington, 1-2 juin 2009
- ❖ *9th Annual International Economic Forum on Africa*
Centre de Développement, BAD et UNECA
Paris, 5 juin 2009
- ❖ *Economic Forum of the Americas – “Conference of Montreal”*
Montréal, 8-11 juin 2009
- ❖ *World Economic Forum on Africa 2009*
Cape Town, 10-12 juin 2009
- ❖ *OECD Ministerial Conference and OECD Forum: « The Crisis and Beyond »*
Paris, 23-24 juin 2009
- ❖ *« OECD Economic Outlook 2009 »*
Paris, 24 juin 2009
- ❖ *OECD High-level Policy Forum on Migration, « OECD Migration Outlook 2009 »*
Paris, 29-30 juin 2009

[>Table des matières](#)